

## Sûrs de nos valeurs pour une politique moderne

**Benoist Apparu, Chantal Jouanno, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez**

Exerçant chacun des responsabilités ministérielles au sein du gouvernement, participant à l'animation ou à la direction de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), nos territoires électifs et nos mandats ont leur histoire et leur géographie particulières, nos parcours politiques ont suivi des voies distinctes.

Mais nous partageons tous le même engagement, au sein d'une famille politique dont nous avons la conviction qu'elle est la plus à même de faire face à la situation de notre pays, aux enjeux de l'époque et aux gigantesques défis de l'avenir. Défi, d'abord, du sens de la politique et de la vie commune, dans une société où le poids des inquiétudes et des contraintes pèse sur les initiatives, et où le bien-être se heurte aux excès du consumérisme et d'un capitalisme dérégulé.

Défi de l'Europe, face à la montée en puissance des pays émergents, dont la Chine, désormais deuxième puissance mondiale. Défi écologique, face à la raréfaction des ressources naturelles et au changement climatique. Triple défi économique, de la compétitivité, de la recherche et de l'emploi, afin de faire baisser durablement le niveau de chômage, d'exploiter tous les nouveaux gisements d'activité et de valoriser les talents de chacun. Défi de la dette publique, enfin, qui s'il n'est pas pris en considération, mettra à mal notre souveraineté nationale et notre modèle social de solidarité. Nous sommes donc à un moment de vérité.

Alors même que les responsables politiques, il ne faut pas se le cacher, sont fortement décrédibilisés aux yeux de l'opinion publique, notre génération a un devoir moral d'exigence, de sérieux, et d'engagement. Voilà notre responsabilité, à notre égard comme à l'égard des générations futures : nous devons réfléchir à la façon dont nous vivons en société, à notre conception de l'homme et du citoyen, à l'idée que nous nous faisons de la France.

Ces défis, nous devons y répondre en nous appuyant sur les valeurs qui ont fondé le contrat politique passé entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007. Nous avons les uns et les autres reçu un mandat : celui de prendre les problèmes à bras-le-corps, de le faire en toute clarté.

Notre famille politique y a trouvé l'occasion de briser des tabous, de passer outre des contradictions ou des dogmes stériles, et de s'atteler enfin à des enjeux que nos opposants avaient galvaudés, comme l'écologie, l'éducation, l'égalité des chances ou la justice.

Nos valeurs, nous en sommes convaincus, demeurent plus que jamais d'actualité. Au prix toutefois d'une réflexion attentive aux bouleversements du monde et aux transformations sociales. La majorité présidentielle exerce aujourd'hui le pouvoir, dans des conditions sociales et économiques inédites, celles d'une crise sans précédent. C'est dans ce contexte particulier qu'il revient donc d'abord à notre mouvement de poursuivre cette réflexion. Voilà pourquoi, le 30 août, les cadres de l'UMP se sont réunis, en présence d'universitaires de diverses sensibilités, pour débattre du sens que nous donnons à nos valeurs, de la manière dont nous les avons portées et incarnées.

Celle de la justice et de l'équité, parce que si les Français sont prêts à faire les efforts que réclament le rétablissement de nos comptes publics et la préservation de notre système de protection sociale, ils veulent que ces efforts soient équitablement répartis. Celle du respect de l'ordre républicain et de la loi, qui garantissent à chacun la sécurité et la tranquillité. Celle enfin de l'action responsable, à rebours de tous ceux qui, du côté de l'opposition, font de la défense du statu quo et du conservatisme leur unique programme.

Ce qui a le plus décrédibilisé la politique par le passé, c'est l'inaction et l'irresponsabilité. Il est si facile de contourner les difficultés, de commander un rapport, une mission, pour tenter d'enterrer les difficultés ! Nous ne prétendons pas avoir raison sur tout, mais la marque de fabrique de notre exigence reste celle de l'action volontaire. En la matière, nous sommes ouverts à toutes les propositions, qu'elles viennent des partenaires sociaux ou d'autres partis politiques, tant qu'elles sont constructives et fécondes. Rien de plus, rien de moins. Nous avons été élus pour mener à bien un programme de réformes. Il n'est pas question de se soustraire à nos engagements.

C'est la raison pour laquelle, de la réforme des universités aux nombreuses avancées du Grenelle de l'environnement, de la création de Pôle emploi à la réforme de la taxe professionnelle, de la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, le cap de la réforme n'a jamais été perdu de vue, y compris pendant la crise, et y compris auprès de nos partenaires européens, lorsque nous défendons, par exemple, les intérêts agricoles français en Europe.

Et ce cap de la réforme ne sera pas davantage perdu de vue dans les mois qui viennent. La réforme des retraites, aussi attendue que nécessaire, deviendra une réalité dans quelques semaines. Et c'est également à ce moment que les investissements d'avenir de l'Etat, issus du grand emprunt, commenceront à jouer leur rôle moteur, notamment dans le numérique.

Nous savons que certains choix à faire seront douloureux, dans un contexte économique et budgétaire difficile. Ces choix, nous devons les partager avec les Français, en honorant ensemble l'exigence de vérité et de clarté que les gouvernants doivent à ceux qui les ont élus et qu'ils représentent. C'est la raison d'être de la franchise politique. Camus écrivait que «mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde». Voilà un adage politique qui nous convient, et c'est celui que nous opposerons aux discours paresseux, aux hypocrisies sociales et au renoncement.